

Ce numéro a été publié grâce au soutien de l'Agence universitaire de la Francophonie et du Pôle de recherche national «NCCR – on the move» financé par le Fonds national suisse de la recherche scientifique.



Bureau Europe de l'Ouest
Pôle de développement



National Center of Competence in Research –
The Migration-Mobility Nexus
nccr-onthemove.ch



FONDS NATIONAL SUISSE
DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

GÉO-REGARDS

REVUE NEUCHÂTELOISE DE GÉOGRAPHIE

LES ÉTUDIANT·E·S INTERNATIONAUX

PUBLIÉ SOUS LA DIRECTION DE ÉTIENNE PIGUET,
YVONNE RIAÑO, MATTHIEU GILLABERT

N° 10, 2017

**SOCIÉTÉ NEUCHÂTELOISE DE GÉOGRAPHIE ET
INSTITUT DE GÉOGRAPHIE DE L'UNIVERSITÉ DE NEUCHÂTEL**

ÉDITIONS ALPHIL-PRESSES UNIVERSITAIRES SUISSES

© Éditions Alphil-Presses universitaires suisses, 2017

Case postale 5

CH-2002 Neuchâtel 2

www.aphil.ch

www.aphilrevues.com

© Société neuchâteloise de géographie, www.s-n-g.ch

© Institut de géographie de l'Université de Neuchâtel, www.unine.ch/geographie

Géo-Regards: revue neuchâteloise de géographie est une revue à comité de lecture issue de la fusion du *Bulletin de la Société neuchâteloise de géographie* et de *Géo-Regards: cahiers de l'Institut de géographie*. *Géo-Regards* est, entre autres, référencé par Elsevier (Scopus), sur le portail Mir@bel, et par le Comptoir des presses d'universités. La revue figure sur la liste des revues scientifiques de l'Union géographique internationale.

N° 10, 2017

ISSN 1662-8527

Abonnements

L'adhésion à la Société neuchâteloise de géographie comprend l'abonnement à *Géo-Regards: revue neuchâteloise de géographie*.
Cotisations annuelles: membre ordinaire: 40.-; couple: 60.-; étudiant(e): 20.-Abonnement (sans adhésion): 33.-

Société neuchâteloise de géographie

Case postale 53

2006 Neuchâtel

www.s-n-g.ch

Vente directe et librairie

Éditions Alphil-Presses universitaires suisses

Case postale 5

2002 Neuchâtel 2

commande@aphil.ch

Vente version électronique

www.aphilrevues.com

Rédacteur en chef

Patrick Rérat (Université de Lausanne)

Comité scientifique
et de rédaction

Roger Besson (Uni. de Neuchâtel), Patrick Bottazzi (Bangor University), Frédéric Dobruszkes (Uni. libre de Bruxelles), Marion Ernwein (Uni. of Oxford), Marie-Christine Fourny (Uni. Grenoble Alpes), Jean-Marie Halleux (Uni. de Liège), Hugues Jeannerat (Uni. de Neuchâtel), Francisco Klauser (Uni. de Neuchâtel), Laurent Matthey (Uni. de Genève), Étienne Piguet (Uni. de Neuchâtel), Raffaele Poli (Uni. de Neuchâtel), Martine Rebetez (Uni. de Neuchâtel), Jean Ruegg (Uni. de Lausanne), Joëlle Salomon Cavin (Uni. de Lausanne, responsable de la présentation des thèses), Ola Söderström (Uni. de Neuchâtel), Thierry Theurillat (Haute École Arc), Mathieu van Crielingen (Uni. libre de Bruxelles), Olivier Walther (Uni. of Southern Denmark)

Traduction des résumés

Claude Fleischner, Hubert Rossel et les auteurs

Photographies de couverture

UNINE, crédit photographique: 1^{re} ill. SP, 2^e ill. Guillaume Perret; 3^e ill. Université de Fribourg, crédit photographique: Jacques Thévoz, Le congrès des étudiants africains à l'Université de Fribourg, 1964. © Bibliothèque cantonale et universitaire Fribourg. Fonds Jacques Thévoz.

Responsable d'édition

Sandra Lena, Éditions Alphil-Presses universitaires suisses

ÉDITORIAL

LES ÉTUDIANTS INTERNATIONAUX : ACTEURS PEU CONNUS DE LA GLOBALISATION MIGRATOIRE¹

«*Le simple poids de cette enveloppe entre mes mains, son format anormal, sa couleur si peu familière, me firent deviner, avant même que je l'ouvre, qu'elle était porteuse d'une fabuleuse nouvelle. Alors, comme dans le rêve que j'avais fait pendant d'innombrables nuits, j'ai entendu l'appel des cheminées du paquebot sur lequel je m'embarquerais quelques mois plus tard, et qui m'emporterait vers l'inconnu.*» Ainsi s'ouvre *L'étudiant étranger*, autobiographie où Philippe Labro raconte son séjour de jeune français dans une prestigieuse université américaine en 1954. Ce qui, il y a un demi-siècle, était extraordinaire, est désormais commun. Mais la mobilité étudiante reste un parent pauvre de la recherche.

Bien qu'elle soit intimement liée au développement des universités au Moyen Âge (VERGER, 1991) et ait déjà connu des phases de forte intensité au début du xx^e siècle (KARADY, 2002; MOULINIER, 2012; MYSYROWICZ, 1975), la mobilité étudiante connaît une croissance particulièrement rapide, à l'échelle globale, depuis la fin de la guerre froide. Le nombre d'étudiants internationaux a doublé entre 2000 et 2015 pour atteindre 5 millions (OCDE, 2017). Une géographie des destinations se dessine et la Suisse y joue désormais un rôle considérable, et en croissance rapide, à côté de la Grande-Bretagne, des États-Unis et de la Nouvelle-Zélande. Le nombre d'étudiants internationaux a plus que triplé entre 1990 et 2016 (de 9 200 à 33 000) pour atteindre cette année-là 30,7% de tous les étudiants inscrits dans les universités et hautes écoles suisses (OFS 2017). Au niveau international, la Suisse occupe le deuxième rang pour les doctorants avec 53% d'étudiants internationaux parmi tous les inscrits, le quatrième rang avec 28% au niveau du master, et le cinquième rang avec 10% pour le bachelor (OCDE, 2017).

La mobilité globale des étudiants est une composante importante mais sous-estimée de la migration mondiale : cette mobilité a en effet augmenté d'environ 8% par an ces dernières années, beaucoup plus rapidement que la migration internationale globale (KING et SONDEHI, 2018). Les spécialistes de la migration s'intéressent donc de plus en plus au phénomène de la migration internationale des étudiants et le nombre de publications est en augmentation (par exemple BROOKS et WATERS, 2011; FINDLAY *et al.*, 2017; GARNEAU et MAZZELLA, 2013; GÉRARD, 2008; GUISSÉ et BOLZMAN, 2015; GOHARD, 2017; MAZZELLA, 2009; RAGHURAM, 2013; RIAÑO et

¹ Afin de faciliter la lecture nous avons choisi la forme « étudiants internationaux » qui représente à la fois les étudiantes et les étudiants.

PIGUET, 2016; RIAÑO *et al.*, 2018; ROBERTSON, 2013; TEICHLER *et al.*, 2011; VAN MOL, 2014; WATERS et BROOKS, 2011). Par rapport à nos connaissances globales de la migration de travail, celles de la migration des étudiants sont cependant encore insuffisantes (RIAÑO et PIGUET, 2016).

Ce numéro spécial de *Géo-Regards* a pour but d'apporter des éléments de réponse aux nombreuses questions que soulève la mobilité internationale des étudiants dans une perspective descriptive, analytique, mais aussi critique. Il met un accent particulier, mais pas exclusif, sur le cas de la Suisse car des études de cas sur la France, le Maroc, les États-Unis et le Canada sont également présentées. Qui sont les étudiants internationaux? Quels sont les discours et les représentations à leur égard? Quelles sont les raisons pour choisir d'étudier à un endroit précis? Quelles sont leurs stratégies de mobilité internationale? Quelles sont les politiques des États par rapport à cette mobilité des étudiants internationaux? Quelles sont les politiques de promotion (bourses, logements, commodités) des pôles universitaires? Dans quelle mesure cette mobilité étudiante est-elle sélective? Certains n'y ont-ils pas accès? Quel est le rapport entre l'origine sociale des étudiants, leurs cursus universitaires et leur trajectoire géographique? Quelles sont leurs expériences pendant leurs études? Quel est le destin des étudiants à l'issue des études? Représentent-ils pour le pays hôte une ressource sur le marché du travail ou, dans le cas de retours, de futurs ambassadeurs culturels à l'étranger ou un « gain de cerveaux »? Se destinent-ils à rentrer dans leur pays d'origine ou poursuivent-ils leur mobilité ailleurs? Quel est le rapport entre migrations d'étude et de travail?

Le numéro s'inscrit dans le cadre du Pôle de recherche national «NCCR – on the move», vaste et ambitieux programme de recherche du Fonds national suisse de la recherche scientifique (FNS) consacré à la migration et à la mobilité. Il bénéficie également d'une approche interdisciplinaire avec l'apport d'une recherche en histoire financée, elle aussi, par le FNS sur la mobilité étudiante à la Cité internationale universitaire de Paris et d'un colloque tenu à Montréal et à Fribourg en 2016 sur les «circulations étudiantes dans l'espace francophone depuis 1945: institutions, parcours et sociabilités»².

Les différents articles acceptés pour ce numéro ont été soumis aussi bien par des chercheurs actifs dans le cadre du NCCR (Pathé Barry, Annique Lombard, Yvonne Riaño) que par des chercheurs venant d'autres horizons académiques. Nous sommes particulièrement fiers d'avoir pu développer un regard diversifié sur cet objet d'étude en incluant aussi bien des chercheurs du «Nord» que du «Sud». Cette pluralité est scientifiquement nécessaire, car le paysage scientifique dans son ensemble reste fortement biaisé en faveur des chercheurs anglophones des pays du Nord (CRAWFORD, KRUCKENBERG, LOUBERE, MORGAN, 2017). Elle reprend par ailleurs une tradition de la revue *Géo-Regards* qui depuis plusieurs décennies ouvre ses colonnes aux chercheurs du Sud.

Dans leur article, Matthieu Gillibert et Yvonne Riaño abordent les représentations des étudiants extra-européens générées par les discours politiques suisses, adoptant une perspective historique sur plus d'un siècle (1900-2015). Leurs résultats s'avèrent contrastés, car deux types de discours sont identifiés. D'un côté les étudiants sont représentés comme un grand atout pour la Suisse, de l'autre comme

² Des informations sur ce colloque se trouvent sur: <http://p3.snf.ch/project-169383>, consulté le 19 mars 2018.

une menace culturelle, politique et économique : une tension fréquente en matière de politique migratoire, mais qui se manifeste avec tout particulièrement de clarté vis-à-vis des étudiants. Les représentations comme atout servent à légitimer des politiques migratoires visant à renforcer la compétitivité économique mondiale de la Suisse. Les représentations comme menace semblent utiles pour protéger les travailleurs suisses et maintenir les valeurs traditionnelles de genre.

Dans son article, Annique Lombard s’interroge sur les effectifs et les trajectoires des étudiants internationaux en Suisse et se penche plus spécifiquement sur la question de leur parcours après le diplôme. L’utilisation d’une approche longitudinale – encore très rare dans la littérature internationale sur la mobilité étudiante – permet le calcul de taux de prorogation de séjour et livre des résultats d’une grande originalité. Ils permettent de faire la part des choses entre des migrations d’établissement, profitables à l’économie suisse, mais comportant des risques de *brain drain*, et des migrations temporaires potentiellement bénéfiques au pays d’origine, mais peut-être produites par la fermeture de la Suisse à une immigration durable.

Issu d’une thèse sur les représentations sociales des étudiants étrangers en Suisse (KELLER-GERBER, 2015), l’article d’Alessandra Keller-Gerber permet de retracer l’évolution de ces perceptions médiatiques grâce à une méthode originale pour cette thématique basée sur l’analyse lexicale. Les figures qui s’en dégagent – agent de rayonnement culturel et de prospérité économique, mais aussi menace pour la qualité de l’enseignement supérieur – trouvent des filiations dans l’histoire de ces représentations au xx^e siècle. Si ces figures sont opérantes dans les débats sur la loi Neiryck, c’est parce qu’elles sont porteuses de cette mémoire collective construite notamment par le discours médiatique.

L’étude de Christina Renggli et Yvonne Riaño sur les étudiants internationaux inscrits à l’Université de Berne pour leurs études de licence, de master ou de doctorat fournit des données inédites en Suisse. Il s’agit de la première enquête en ligne réalisée dans une université suisse avec des étudiants internationaux sur leurs raisons d’étudier en Suisse, leurs stratégies de mobilité transnationale, leurs expériences pendant leurs études et leurs projets de mobilité après l’obtention du diplôme. Les résultats montrent que la décision d’étudier à l’Université de Berne est principalement déterminée par le désir des étudiants d’expérimenter une nouvelle culture. Contrairement aux théories du capital humain, les raisons de maximisation économique (obtenir de meilleurs salaires à l’avenir) ne semblent pas être la motivation principale des étudiants pour choisir Berne. Cette conclusion valide l’importance d’utiliser une perspective interprétative pour l’étude des mobilités des étudiants au-delà des explications économiques.

L’article de Pathé Barry fait écho à celui d’Annique Lombard avec un accent spécifique sur les étudiants africains en Suisse. Il relativise les craintes de voir ces derniers évincés dans l’accès aux hautes écoles suisses par des nouveaux venus en provenance d’Asie ou au bénéfice de la libre circulation avec l’UE tout en montrant que – si progression il y a – l’effectif des étudiants africain reste à la traîne. La distinction fine des différentes nationalités et des universités d’accueil met en évidence un paysage contrasté : certaines nationalités sont pour différentes raisons surreprésentées et, de même, toutes les hautes écoles ne semblent pas avoir la même ouverture ou la même attractivité pour ces étudiants.

L'étude de Papa Oumar Ndiaye propose de réorienter les regards portés sur les transferts de fonds vers des migrants autres que les travailleurs. Son étude qualitative sur les étudiants sénégalais venus en France pour y poursuivre des études supérieures montre que les hommes occupent pendant leurs études des « petits boulots » et contribuent, par les mandats qu'ils envoient à leurs parents ou leurs proches, à la survie économique de ces derniers. Les rapports aux mandats diffèrent toutefois lorsque le critère du genre est mis en avant. Les hommes sont soumis à un cadre très strict de codes sociaux qui les obligent à donner. Les filles sont considérées par leurs parents comme plus vulnérables, ce qui fait qu'il ne serait pas prudent de les laisser courir un risque en les contraignant à travailler loin de leurs familles. L'étude fait valoir qu'il ne faut pas séparer les migrations d'étude et de travail parce qu'elles sont bien imbriquées : les migrant·e·s d'étude tendent à devenir des migrant·e·s de travail à travers les activités de travail /d'envoi de remises.

Dans son article sur les étudiantes maliennes dans l'enseignement supérieur en France et au Maroc, Niandou Touré montre que ces étudiantes se distinguent de leurs compatriotes masculins parce qu'elles sont issues en majorité des classes sociales les plus aisées et les mieux dotées en termes de capitaux culturel et économique. Leurs mobilités se déroulent dans des cadres où la part de risque d'échec scolaire est amoindrie, soit grâce aux programmes de coopération internationale soit grâce au soutien matériel de leurs familles. Ces conditions de mobilité participent à la construction de parcours d'études réussis et circonscrits dans des schémas linéaires allant d'un pays de départ vers un pays d'arrivée, ce qui confirme l'argument que l'origine sociale des étudiants est fondamentale pour la compréhension des mobilités étudiantes internationales.

Zakaria Soré apporte un regard sociologique original sur les migrations étudiantes entre le Burkina Faso et les États-Unis. Cet article montre l'importance de s'intéresser aux voies d'études dans le choix des trajectoires de mobilité. En l'occurrence, les étudiants d'anglais de Ouagadougou sont séduits par un séjour aux États-Unis pendant le cursus en Afrique où se développe un imaginaire positif sur le plan culturel et économique. De manière presque anthropologique, on suit ces étudiants dans leurs préparatifs pour le départ, et on en retrouve d'autres aux États-Unis, plusieurs années après leur arrivée. Effectuant des travaux en dessous de leurs qualifications, ils/elles préfèrent cette option à celle du retour. Les difficultés et les sacrifices pour parvenir à une forme de stabilité dans le lieu d'arrivée, liés à cet imaginaire de départ, contribuent à expliquer cette forme de mobilité étudiante Sud-Nord.

L'article de Chedly Belkhodja combine une échelle intercontinentale – les étudiants réunionnais dans la province du Québec – et régionale – les stratégies des collègues d'enseignement général et professionnel (cégep) – pour attirer ces nouveaux étudiants. Dans un contexte de politique de régionalisation de l'immigration, le rôle des étudiants étrangers évolue : alors qu'ils étaient surtout considérés comme une source de revenus pour les universités des grandes villes, ils deviennent une catégorie idéale d'immigration et une manne pour les établissements situés en périphérie. Cette étude montre toute la complexité du phénomène de *brain drain* où une région du « Sud » comme l'île de la Réunion préfère offrir à ses ressortissants un avenir à l'étranger, plutôt qu'un retour compromis par un taux de chômage élevé.

Dans l'ensemble, les différents articles de ce numéro spécial élargissent considérablement notre compréhension empirique et théorique de la mobilité internationale des étudiants.

MATTHIEU GILLABERT, ÉTIENNE PIGUET, YVONNE RIAÑO

matthieu.gillabert@unifr.ch, etienne.piguet@unine.ch, yvonne.riano@unine.ch

BIBLIOGRAPHIE

- BROOKS Rachel, WATERS Johanna L., 2011: *Student Mobilities: Migration and the Internationalization of Higher Education*, Basingstoke, UK: Palgrave Macmillan.
- CRAWFORD Gordon, KRUCKENBERG Lena J., LOUBERE Nicholas, MORGAN Rosemary, 2017: *Understanding Global Development Research – Fieldwork Issues, Experiences and Reflections*, London: Sage.
- FINDLAY Allan M., PRAZERES L., MCCOLLUM David, PACKWOOD Helen (2017): «It was Always the Plan»: International Study as “Learning to Migrate”, *Area*, 49 (2), 192-199.
- GARNEAU Stephanie, MAZZELLA Sylvie, 2013: Présentation du numéro spécial «Transformations des mobilités étudiantes Sud-Nord: Approches démographiques et sociologiques», *Cahiers québécois de démographie*, 42 (2), 183-200.
- GÉRARD Étienne (dir.), 2008: *Mobilités étudiantes Sud-Nord: Trajectoires scolaires de Marocains en France et insertion professionnelle au Maroc*, Paris: Publisud, 379 p.
- GOHARD-RADENDOVIC Aline, 2017: Introduction au numéro spécial «Mobilités internationales: brain gain, brain gain? Évolution des situations et des conceptions», *Journal of International Mobility*, 1 (5), 1-12.
- GUISSÉ Ibrahima, BOLZMAN Claudio, 2015: *Étudiants du Sud et internationalisation des hautes écoles: Entre illusions et espoirs; Un parcours du combattant vers la qualification et l'emploi*, Genève: IES.
- KARADY Victor, 2002: «La migration internationale d'étudiants en Europe, 1890-1940», *Actes de la recherche en sciences sociales*, 145 (1), 47-60.
- KELLER-GERBER Alessandra, 2015: «Ces étudiants étrangers qui restent ou qui veulent rester», Résonance de discours en circulation sur l'immigration dans les récits d'étrangers diplômés en Suisse, candidats à «l'établissement», Fribourg: thèse de doctorat.
- KING Russel, GUNJAN Sondhi, 2018: «International student migration: a comparison of UK and Indian students' motivations for studying abroad», *Globalisation, Societies and Education*, 16 (2), 176-191.
- MAZZELLA Sylvie, 2009: *La mondialisation étudiante: le Maghreb entre Nord et Sud*, Paris & Tunis: Karthala.
- MOULINIER Pierre, 2012: *Les étudiants étrangers à Paris au XIX^e siècle: migrations et formation des élites*, Rennes: Presses universitaires de Rennes.
- MURPHY-LEJEUNE Elizabeth, 2002: *Student Mobility and Narrative in Europe: The New Strangers*, London & New York: Routledge.
- MYSYROWICZ Ladislav, 1975: «Université et révolution: les étudiants d'Europe orientale à Genève au temps de Plékhanov et de Lénine», *Revue suisse d'histoire*, 25 (4), 514-562.

- OECD, 2017: *Education at a glance: Indicators 2017*, Paris: OECD Publishing, <http://dx.doi.org/10.1787/eag-2015-en>.
- OFS (Office fédéral de la statistique), 2017: «Étudiants inscrits dans les établissements tertiaires suisses selon le lieu de leur éducation secondaire, leur niveau d'études et l'année d'inscription», <https://www.bfs.admin.ch/bfs/de/home/dienstleistungen/forschung/stat-tab-online-datenrecherche.html>, consulté le 23 août 2017.
- RAGHURAM Parvati, 2013: «Theorising the Spaces of Student Migration», *Population, Space and Place*, 19 (2), 138-154.
- ROBERTSON Stanthi, 2013: *Transnational Student-Migrants and the State: The Education-Migration Nexus*, Basingstoke: Palgrave Macmillan.
- RIAÑO Yvonne, PIGUET Étienne, 2016: «International Student Migration», *Oxford Bibliographies in Geography*, New York: Oxford University Press. p. 1-24.
- RIAÑO Yvonne, LOMBARD Annique, PIGUET Étienne, 2018: «“How to explain migration policy openness in times of closure?” The case of international students in Switzerland», *Globalisation, Societies and Education*, p. 1-13.
- VAN MOL Christoph, 2014: *Intra-European Student Mobility in International Migration Circuits: Europe on the Move*, Basingstoke: Palgrave Macmillan.
- TEICHLER Ulrich, FERENCZ Irina, WÄCHTER Bernd, RUMBLEY Laura, BÜRGER Sandra, 2011: *Mapping Mobility in European Higher Education*, vol. 1: *Overview and Trends*, Brussels: Directorate General for Education and Culture of the European Commission.
- VERGER Jacques, 1991: «La mobilité étudiante au Moyen Âge», *Histoire de l'éducation*, 65-90.
- WATERS Johanna, BROOKS Rachel (éd.), 2011: «International/Transnational Spaces of Education. Special issue», *Globalisation, Societies and Education*, 9 (2): 155-264.

GENRE ET MOBILITÉ INTERNATIONALE POUR ÉTUDES ORIGINES SOCIALES ET TRAJECTOIRES SCOLAIRES DES ÉTUDIANTES MALIENNES EN FRANCE ET AU MAROC

NIANDOU TOURÉ,
Université des sciences juridiques
et politiques de Bamako (USJPB, Mali)
et Centre population et développement (CEPED, France),
niandou.toure@ceped.org

RÉSUMÉ

Les étudiantes maliennes dans l'enseignement supérieur en France et au Maroc se distinguent de leurs compatriotes masculins par leur origine sociale aisée. À partir d'entretiens semi-directifs réalisés entre juillet 2012 et septembre 2014 au Maroc, en France et au Mali, nous démontrons que leur mobilité géographique est généralement circonscrite dans un seul pays de formation et que le rôle des parents fortement dotés en capitaux scolaire et économique est déterminant dans les stratégies d'internationalisation des trajectoires scolaires de leurs filles.

Mots clés : Mobilité internationale pour études, enseignement supérieur, genre et migrations internationales, inégalités sociales, Mali.

INTRODUCTION

Au tournant du XXI^e siècle, le phénomène des mobilités étudiantes¹ s'est amplifié de manière considérable. En effet, le nombre d'étudiants internationaux, c'est-à-dire les personnes ayant quitté leur pays pour un autre afin d'y poursuivre leurs études supérieures, a crû en moyenne de 7 % entre 2000 et 2013, passant de 2 à 4,1 millions d'individus².

¹ Dans cet article, nous employons invariablement la notion de « mobilité » au singulier comme au pluriel, pour désigner le même phénomène. Le choix du pluriel a pour fonction de mettre l'accent sur la diversité des schémas de mobilité suivant les aires régionales ou en fonction des pays.

² Institut de statistiques de l'UNESCO, <http://www.uis.unesco.org>, consulté le 28 août 2017.

Parallèlement à l'augmentation de la mobilité dans l'enseignement supérieur, les publications afférentes se sont multipliées. Ces travaux portent sur les flux et les tendances de mobilité (KRITZ, 2015), les raisons qui motivent les individus à poursuivre leurs études à l'étranger (DAKO-GYEKE, 2016), le poids des cadres institutionnel et légal mis en place par les États, ou encore le rôle des universités dans la sélection des étudiants (SPIRE, 2009). Toutefois, peu de recherches ont été consacrées de façon exclusive aux spécificités de la mobilité académique des femmes³ (RIAÑO et PIGUET, 2016). Par conséquent, la recherche sur les mobilités étudiantes comporte un vide auquel il convient de remédier, car l'étude des mobilités étudiantes féminines présente *a minima* un double intérêt scientifique. D'une part, le sexe comme variable d'analyse des faits sociaux revêt une importance cruciale dans la compréhension des trajectoires de vie (BATTAGLIOLA, 2001), et de l'autre, la part des femmes dans les migrations internationales croît notamment en Europe où elle s'établit à 52,4% de la population immigrée en 2015, en hausse par rapport aux 51,6% de l'an 2000 (UNITED NATIONS, 2016).

Cette contribution a pour objet l'analyse des trajectoires sociales et scolaires des étudiantes maliennes dans l'enseignement supérieur en France et au Maroc. Elle tente de prendre en considération le contexte social des mobilités individuelles analysées. Dans cette perspective, l'origine sociale des étudiantes, appréhendée à l'aide de concepts empruntés aux travaux sociologiques de Pierre Bourdieu, « capital scolaire » et « capital économique », et la place des Maliennes dans les mobilités étudiantes sont étudiées. Les destinations d'études retenues correspondent aux terrains d'enquête de notre recherche doctorale : la France et le Maroc. En 2013, ces deux pays étaient respectivement les première et quatrième destinations internationales pour études des Maliens⁴. L'observation de la mobilité des Maliennes au Maroc et en France permet de saisir deux dimensions fondamentales des mobilités étudiantes africaines contemporaines : les flux Sud-Nord d'un côté, et les flux Sud-Sud de l'autre, signe de l'éclosion de nouveaux « hubs » régionaux de formation académique. Les résultats présentés dans cet article reposent sur vingt et un entretiens semi-directifs conduits auprès d'étudiantes et de jeunes diplômées maliennes formées en France et au Maroc. Auprès de ces jeunes femmes rencontrées chacune au moins deux fois avec un intervalle moyen d'un an, les entretiens ont été effectués au Maroc (dans les villes de Rabat, Fès, Casablanca et Mohammedia) et en France (à Paris et à Grenoble).

³ Toutefois, les initiatives de recherche dédiées à la mobilité scientifique et aux différentes formes de migrations qualifiées féminines se multiplient. Le projet GSM-TI (Gender, skilled migration and IT), en cours (2016-2018) de l'Open University, dirigé par P. Raghuram en est un exemple parmi d'autres.

⁴ <http://www.uis.unesco.org/Education/Pages/international-student-flow-vizFR.aspx> (plateforme dynamique représentant les mobilités étudiantes, mise en place par l'Institut de statistiques de l'UNESCO), données de 2013, consulté le 11 mai 2017. Les statistiques de l'ISU proviennent pour l'essentiel des données fournies par les gouvernements ; il manque ainsi une part importante des mobilités non encadrées par des programmes institutionnels bilatéraux. Sur le nombre d'étudiants maliens du Maroc, il manque non seulement plusieurs centaines de boursiers qui poursuivent leurs études dans ce pays après l'arrêt du financement par les parties malienne et marocaine, mais aussi l'ensemble des étudiants inscrits dans les établissements supérieurs privés, qui se comptent par centaines dans la seule ville de Fès, selon les estimations recueillies auprès des associations étudiantes locales. D'autre part, l'accès à un fichier électoral qui comportait plus de 1 700 noms à la veille des élections présidentielles maliennes de 2012 nous permet d'affirmer qu'ils sont plus de 1 000 étudiants boursiers et anciens boursiers encore en poursuite d'études au Maroc.

INÉGALITÉS DE SEXE FACE À LA MOBILITÉ ÉTUDIANTE AU MALI : DES FILLES MOINS SCOLARISÉES ET MOINS MOBILES

Les inégalités entre hommes et femmes face à la mobilité pour études au Mali sont le reflet de deux autres formes d'inégalités : les inégalités face aux migrations internationales et les disparités en termes de scolarisation au détriment des jeunes filles, dont les sources remontent à l'instauration de l'école au Mali.

LES MIGRATIONS INTERNATIONALES MALIENNES : UNE MIGRATION D'HOMMES

Les migrations internationales à partir du Mali ont longtemps été dominées par la figure de l'homme, jeune et peu qualifié. Les premières vagues de la dispersion internationale des Maliens se situent autour de la première moitié du ^{xx}e siècle (GARY-TOUNKARA, 2009)⁵. La participation des femmes aux différents mouvements migratoires ne deviendra véritablement importante que dans les années 1980.

Dans le cas particulier de la France, c'est à partir de la fermeture de l'immigration de travail par le président Valéry Giscard d'Estaing en 1974 que la migration temporaire de travail s'est graduellement transformée en migration d'installation. Les hommes sont alors rejoints par leurs femmes et leurs enfants, diversifiant au fur et à mesure la composition démographique des populations immigrées d'origine ouest-africaine (QUIMINAL et TIMERA, 2002). La multiplication des démarches de regroupement familial conduit à une augmentation substantielle du nombre de femmes au sein des populations maliennes en France. À titre d'exemple, en moins d'une décennie, entre 1990 et 1999, la proportion de femmes chez les Maliens de France est passée de 32 à 38 % (GUBERT, 2008). Cette féminisation de la migration par le regroupement familial correspond à une tendance également observée dans d'autres pays européens (KOFMAN, 1999). Ainsi, après être restées longtemps minoritaires, les femmes maliennes ont pris part à l'émigration vers la France d'abord en tant que conjointes de migrants. Perçues comme des « accompagnatrices » (RIAÑO, 2011), elles participent néanmoins de façon croissante au marché du travail, avec un taux d'activité professionnelle toutefois marginal (QUIMINAL, 2000).

Au Maroc, longtemps considéré comme une zone de transit des candidats à l'émigration vers l'Europe, la présence malienne est importante. Conséquence du processus de sédentarisation des migrants, le Maroc apparaît comme un pays de résidence durable pour beaucoup de migrants originaires d'Afrique subsaharienne – dont une importante proportion de Maliens, parmi lesquels les hommes représentent près des trois quarts d'une population jeune, célibataire, urbaine et globalement plus éduquée que la moyenne des populations des pays de départ (FERRIÉ *et al.*, 2016).

⁵ Précisons que plusieurs siècles auparavant, d'autres formes de circulations internationales ont été recensées, notamment de part et d'autre du Sahara, autour du commerce de l'or et de la traite esclavagiste. Sur la question, voir l'article de R. Botte intitulé « Les réseaux transsahariens de la traite de l'or et des esclaves au haut Moyen Âge : VIII^e-XI^e siècle » (BOTTE, 2011).

LES MALIENNES AUX MARGES DE LA MOBILITÉ POUR ÉTUDES : INÉGALITÉS SCOLAIRES ET INÉGALITÉS FACE À LA MOBILITÉ

Outre leur entrée plus tardive dans l'émigration internationale, la participation des Maliennes aux mobilités étudiantes se distingue de celle de leurs compatriotes masculins par ses faibles proportions en France comme au Maroc. Ainsi, en 2011-2012, elles représentaient moins de 33 % des effectifs totaux d'étudiants maliens au Maroc⁶. En France, la présence étudiante féminine malienne s'exprime dans des proportions comparables avec presque 30 % de l'ensemble des étudiants des universités publiques en 2014-2015. Entre 2004 et 2015, ce ratio a même baissé.

Tableau 1 : Proportion de femmes dans la population des étudiants maliens des universités françaises, entre 2004-2005 et 2014-2015⁷

ANNÉE SCOLAIRE	NOMBRE D'ÉTUDIANTS	HOMMES	FEMMES	POURCENTAGE DE FEMMES
2004-2005	1525	1044	481	31,5
2005-2006	1641	1126	515	31,4
2006-2007	1612	1105	507	31,4
2007-2008	1682	1116	566	33,6
2008-2009	1822	1194	628	34,5
2009-2010	1894	1217	677	35,7
2010-2011	2064	1353	711	34,4
2011-2012	2161	1482	679	31,4
2012-2013	2281	1562	719	31,5
2013-2014	2285	1596	689	30,1
2014-2015	2352	1653	699	29,7

Les faibles proportions de femmes dans la mobilité des étudiants maliens doivent être rapportées aux inégalités de fréquentation scolaire entre garçons et filles dans le champ scolaire malien. En effet, en dépit de progrès substantiels réalisés au début des années 2000, avec une forte amélioration de l'indice de parité des sexes⁸ dans l'enseignement primaire – qui est passé de 0,72 à 0,91 entre 1999 et 2015 –, les

⁶ Ces chiffres proviennent de la liste électorale établie à la fin de l'année 2011 par le consulat du Mali au Maroc. Elle se compose de 1 995 individus, dont 1 711 étudiants. Sur les 1 711 étudiants, 553 étaient des femmes, ce qui correspond à 32,32 % de l'ensemble.

⁷ Source : Données statistiques désagrégées obtenues auprès de la Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance du ministère français de l'Éducation nationale.

⁸ L'indice de parité des sexes est le rapport entre le taux brut de scolarisation des filles et le taux brut de scolarisation des garçons, mettant au numérateur le TBS du sexe défavorisé. Dans ce cas-ci, le sexe défavorisé est le sexe féminin. Dans l'IPS, 0 exprime une situation d'inégalité parfaite, et 1 une situation d'égalité parfaite.

déséquilibres de sex-ratio à l'avantage des garçons demeurent élevés dans les cycles d'enseignement secondaire (0,81) et supérieur (0,43).

Les inégalités actuelles dans le champ scolaire malien trouvent leurs sources à la création par les Français des premières écoles dans ce qui était encore alors la colonie du Soudan, dont l'ambition était de former rapidement un nombre restreint d'agents pouvant servir d'intermédiaires entre colonisateurs et colonisés. Les auxiliaires de l'administration coloniale étaient surtout de sexe masculin, comme l'indique le nom des premiers établissements dont ils seront issus, les «*écoles de fils d'otages*», puis «*écoles de fils de chefs*»⁹ (BOUCHE, 1966). L'instruction scolaire était ainsi réservée à de futurs fonctionnaires désignés, en principe, au sein des élites politiques traditionnelles. Dans celles-ci, mais aussi dans des classes défavorisées¹⁰, ont été recrutés des fils – et non des filles – pour assister l'administrateur civil étranger en qualité d'interprètes dans un premier temps, puis comme instituteurs, vétérinaires ou encore commis de l'administration coloniale (JÉZÉQUEL, 2005). La scolarisation des jeunes filles fut organisée bien plus tard, au point qu'au lendemain de la Première Guerre mondiale, seule «*une fille pour quarante-cinq garçons est inscrite à l'école primaire*» (BARTHÉLÉMY, 2010, p. 34). À la veille des indépendances, on dénombrait un millier de femmes diplômées dans toute l'AOF, l'Afrique-Occidentale française (BARTHÉLÉMY, 2010).

Le système scolaire malien partage avec ceux des pays de la sous-région des caractéristiques communes, dont le faible taux de scolarisation des filles dans les cycles d'enseignement secondaire et supérieur. En revanche, par rapport aux étudiantes sénégalaises, ivoiriennes, burkinabé, togolaises ou nigériennes, les Maliennes sont les seules à être proportionnellement moins nombreuses au sein des universités françaises que dans l'enseignement supérieur national¹¹. À l'étude, la faible proportion d'étudiantes maliennes se compose de personnes généralement issues de groupes sociaux aisés. En effet, elles proviennent de familles dotées d'un fort capital économique et scolaire.

ÉTUDIANTES MALIENNES AU MAROC ET EN FRANCE : UN GROUPE SOCIALEMENT AISÉ ET HOMOGÈNE

Les étudiantes maliennes à l'étranger se distinguent particulièrement de leurs compatriotes masculins par leur appartenance aux groupes sociaux les

⁹ Les appellations d'«otages» puis de «chefs» ont été employées dans le cadre de l'entreprise coloniale française pour désigner les élites politiques déchues (BOUCHE, 1966).

¹⁰ Même s'il est difficile d'en préciser l'ampleur, un grand nombre de travaux sur l'histoire de la scolarisation évoquent les choix faits par plusieurs familles des aristocraties locales d'inscrire les enfants d'esclaves ou de castes non nobles afin de ne pas scolariser leurs propres enfants à «l'école des Blancs». Voir notamment J. P. Olivier de Sardan sur la cohabitation au sein de la nouvelle élite lettrée, au Niger, d'anciens maîtres et anciens esclaves (DE SARDAN, 1984). Lire également à ce sujet J. H. Jézéquel (2003).

¹¹ Source: pour l'IPS dans les enseignements primaire, secondaire et supérieur, les données proviennent de l'Institut de statistiques de l'UNESCO. Pour la proportion de femmes dans les établissements d'enseignement supérieur publics français, il s'agit des données du ministère français de l'Éducation.

mieux pourvus en capitaux économique et scolaire. Il en résulte que le facteur culturel – pris ici dans sa dimension institutionnalisée qu’est le capital scolaire des parents – est déterminant dans les trajectoires de mobilité des jeunes filles. D’autre part, ces trajectoires sont rendues possibles par les stratégies de scolarisation que mettent en place leurs parents dont le niveau d’instruction, pour au moins un(e) des deux, est équivalent ou supérieur à deux années d’études supérieures.

DES «FAAMA-DENW» ET DES «DONNI&LA-DENW», DES ÉTUDIANTES ISSUES DE GROUPES SOCIAUX DOTÉS D’UN FORT CAPITAL SCOLAIRE

Dans l’optique d’une analyse sur l’origine sociale des étudiantes, nous recourons à des catégories idéales typiques correspondant à la distribution inégale, chez celles-ci, des capitaux scolaire et économique qui, selon P. Bourdieu, déterminent les positions sociales ainsi que les rapports de domination entre individus et groupes sociaux dans le champ social (BOURDIEU, 1980). Le capital scolaire, forme «institutionnalisée» du capital culturel (BOURDIEU, 1979) est défini par le niveau d’instruction des parents des étudiantes. Les revenus et le patrimoine des parents des étudiantes ont permis de définir leur capital économique. Procédant ainsi, et en nous inspirant de travaux ayant conçu des typologies à partir des histoires socioscolaires des familles des étudiants (GÉRARD *et al.*, 2008), nous distinguons quatre catégories sociales d’étudiantes maliennes, exprimées en bambara, la langue dominante au Mali: a) les *faama-denw*, b) les *donnikela-denw*, c) les *waritigi-denw*, et d) les *mogotigi-denw*. Ces quatre appellations renvoient aux méthodes de présentation de soi et de désignation des autres des étudiants maliens à l’étranger. En l’absence de statistiques sur les niveaux d’éducation et de revenus des chefs de ménages, le choix de ces catégories sociales endogènes permet d’analyser les inégalités d’ordinaire liées aux occupations professionnelles, au niveau de revenus ou au niveau d’éducation des parents.

La catégorie des *faama-denw* ou «*enfants de chefs*» regroupe les étudiants issus de familles cumulant de forts capitaux scolaire et économique. Leurs parents sont généralement hauts fonctionnaires ou cadres du secteur privé. Les *waritigi-denw*, «*enfants de ceux qui possèdent de l’argent*», sont issus des catégories économiquement aisées, mais dont le capital scolaire n’est pas nécessairement important: enfants d’hommes d’affaires, de grands commerçants, de grands exploitants agricoles, etc. Quant aux *donnikela-denw*, «*ceux qui savent, ou ceux qui exercent une activité en lien avec les savoirs*», ils rassemblent les enfants d’enseignants, de médecins, de vétérinaires de la fonction publique, ou de cadres intermédiaires de la fonction publique (sous-officiers de l’armée ou de la police, secrétaires, etc.). Les *mogotigi-denw*, enfin, correspondent au groupe des étudiants généralement issus des couches sociales les plus défavorisées, mais à qui il reste encore «*du monde*», «*de la mogotigiya*», donc de «*l’entregent*» pour reprendre la formule de R. Vuarin (1994), soit un fort réseau de relations sociales.

Sur les vingt et une étudiantes maliennes de notre étude, onze sont des *faama-denw* (a), neuf des *donnikela-denw* (c), et une d’entre elles est *waritigi-den* (b). Aucune d’entre elles n’est issue du groupe des étudiants très défavorisés, les

mogotigi-denw (d). Par comparaison, un quart des étudiants de sexe masculin de l'échantillon de la recherche de thèse dont est issu cet article appartient au groupe des *mogotigi-denw*. Il est donc possible d'en déduire que les étudiantes maliennes à l'étranger se caractérisent par leur appartenance commune aux groupes sociaux dotés d'au moins un des capitaux économique ou scolaire. En outre, une analyse des choix de scolarisation au sein de leurs familles corrobore l'aspect déterminant du capital scolaire des parents dans la construction des trajectoires scolaires locales, puis de mobilité pour l'ensemble de ces étudiantes.

DES STRATÉGIES FAMILIALES DE SCOLARISATION PROPICES À LA MOBILITÉ DES JEUNES FILLES

Dans les familles dont elles sont issues, les étudiantes maliennes ont été scolarisées au sein de fratries où peu de distinction, voire aucune, n'est faite dans les pratiques de scolarisation des filles et des garçons. Ainsi, Assa, étudiante en master dans le domaine de la finance à l'université Sidi Mohamed ben Abdellah de Fès raconte : «*Chez nous, la question ne s'est jamais posée, à mon avis, sur le fait de nous envoyer ou non à l'école. Nous sommes deux filles et un garçon, et nous avons tous été inscrits dans le même groupe scolaire privé laïque, à Bamako.*»¹² (Assa, vingt-deux ans, Fès) Les parents d'Assa sont tous deux diplômés : son père est technicien supérieur en électricité, et sa mère institutrice. Le niveau d'instruction de ses deux parents conduit à la classer dans le groupe des *donnikela-denw*, c'est-à-dire les personnes exerçant un métier en lien avec les savoirs : vétérinaires, enseignants, etc. S'ils ne disposent pas d'un fort capital économique, ses parents jouissent d'un capital scolaire élevé.

Comme Assa, l'ensemble des autres enquêtées proviennent de familles où les enfants sont scolarisés de manière uniforme, sans distinction fondée sur le sexe. C'est le cas de Kadidia, étudiante de vingt et un ans en licence d'histoire à l'Université Panthéon-Sorbonne, à Paris. *Faama-den* (a), fille de banquier formé en ex-URSS et d'une secrétaire de direction, a été scolarisée au Mali avant de poursuivre ses études à l'étranger tout comme sa sœur aînée, étudiante au Maroc, et son petit frère, également étudiant en France.

L'attitude des parents de Kadidia tranche avec celle de ses compatriotes masculins *mogotigi-denw* (d), plus démunis, ou *waritigi-denw* (b) généralement issus de grandes familles commerçantes. Au sein de ces familles, la stratégie de scolarisation, souvent diversifiée, consiste à scolariser les enfants dans différents ordres d'enseignement, entre l'enseignement coranique, les médersas, et l'école publique laïque (GÉRARD, 1999), ou encore à ne scolariser qu'une partie des garçons à l'école publique. Au regard des pratiques de scolarisation discriminantes qui ont encore cours notamment dans les familles où le capital scolaire des parents est peu élevé, les trajectoires scolaires des Maliennes apparaissent comme des itinéraires d'une élite sinon sociale du moins culturelle dans le champ social malien. Le rôle du capital culturel apparaît dans le rapport singulier qu'entretiennent certains parents d'élèves avec la scolarité de leurs filles pour lesquelles

¹² Entretien réalisé le 17 juillet 2012 à Rabat.

ils aspirent à la meilleure offre scolaire. L'histoire familiale d'Adja, diplômée en économie et gestion de l'Université Hassan II de Casablanca, illustre l'investissement des parents instruits dans les stratégies de scolarisation au Mali. Celles-ci apparaissent comme des préalables essentiels à l'accès à la mobilité internationale pour études.

Histoire familiale et scolaire d'Adja, vingt-deux ans, donnikela-den (c), lauréate du programme de bourses d'excellence de la coopération maroco-malienne en 2010

Les parents d'Adja vivent à Ségou, à 240 km à l'est de Bamako. Son père, titulaire d'une maîtrise (bac+4) en mathématiques, exerce le métier de professeur de maths-physique dans l'enseignement secondaire. Sa mère, elle, détient un diplôme secondaire professionnel en comptabilité, et est aide-comptable dans une entreprise paraétatique¹³. Adja a deux sœurs et un frère, tous scolarisés dans l'enseignement privé catholique, car « [ses] parents ont toujours tout fait pour [les] scolariser dans les établissements catholiques parce qu'ils estiment qu'il y a là suffisamment de rigueur et un cadre adéquat pour une bonne formation à moindre coût »¹⁴. Adja est l'aînée de sa fratrie et la première à être entrée au lycée. Ses parents, et en particulier son père, ont joué un rôle crucial dans ses choix d'orientation. « Après le DEF [diplôme d'études fondamentales, sanctionnant la fin du second cycle de l'enseignement fondamental], ils ont décidé de m'inscrire au lycée technique de Bamako parce qu'ils jugeaient que c'était une école qui proposait des programmes uniques¹⁵ et que les débouchés étaient plus intéressants. » Reçue au baccalauréat en section « Technique économie » avec la mention bien en 2010, elle réussit à obtenir une bourse de mérite lui permettant de poursuivre ses études supérieures au Maroc. Les conditions de l'entrée en mobilité d'Adja ont été construites tout au long d'une scolarité orientée vers la recherche d'une offre pédagogique de qualité. À la fin de ses études secondaires, elle avait le choix entre plusieurs destinations d'études, car elle était éligible aux bourses d'État pour la Tunisie, l'Algérie et le Maroc qu'elle a finalement choisi.

¹³ Au Mali, le secteur para-étatique se compose de sociétés et entreprises industrielles dont l'État est l'actionnaire majoritaire.

¹⁴ Entretien réalisé le 10 février 2014 à Bamako.

¹⁵ L'éducation secondaire au Mali est organisée autour de trois catégories d'enseignement : général, professionnel et technique. Pendant longtemps, l'enseignement technique a été dispensé au sein d'un seul établissement, le lycée technique de Bamako créé dans les années 1960. À partir des réformes éducatives des années 1990, de nouveaux établissements privés laïcs ont ajouté les curricula de la formation technique – baccalauréat en économie et sciences de gestion, en industrie, et en génie civil – à leur offre pédagogique. En raison de leur faible proportion et du caractère sélectif de ces formations, elles consacrent traditionnellement une petite élite scolaire dont une proportion importante poursuit ses études à l'étranger, notamment grâce à des bourses nationales de mérite.

DES PARCOURS GÉOGRAPHIQUES ET DES TRAJECTOIRES SCOLAIRES «ENCADRÉES»

Les trajectoires de mobilité des étudiantes maliennes que nous avons enquêtées au Maroc et en France se construisent dans des cadres institutionnels et légaux définis à l'avance. Ces conditions de mobilité encadrée expliquent le caractère «linéaire» de leur mobilité géographique – c'est-à-dire que celle-ci est généralement circonscrite entre deux territoires de départ et d'arrivée, alors que leurs camarades masculins de notre échantillon de recherche doctorale déploient des stratégies de mobilité plus aventureuses en étudiant parfois dans deux voire trois pays. En outre, l'encadrement des mobilités féminines au sein de programmes bilatéraux de coopération semble contribuer à la réussite scolaire des étudiantes à l'étranger.

DES PARCOURS GÉOGRAPHIQUES CIRCONSCRITS DANS UN SEUL PAYS DE MOBILITÉ

Les parcours de mobilité géographique des étudiantes maliennes à l'étranger sont marqués par des séjours d'études prolongés dans un même pays de mobilité. Ainsi, sur les douze étudiantes auprès desquelles nous avons enquêté au Maroc, seule Talya, titulaire d'un diplôme d'ingénieur Télécoms et d'un master en «Management et stratégie d'entreprise», tous deux obtenus dans l'enseignement supérieur privé, a commencé ses études au Mali où elle a validé ses deux premières années de formation supérieure dans le domaine des télécommunications, avant d'arriver à Rabat. Une autre, Adja, dont l'histoire familiale a été résumée plus haut, diplômée de l'École nationale d'administration (ENA) du Mali, a fait le chemin inverse en retournant au Mali immédiatement après l'obtention de son diplôme de licence en sciences économiques et gestion de l'université Hassan II de Casablanca pour y suivre une spécialisation en finances publiques à l'ENA. Parmi les neuf étudiantes et diplômées de France, seule Sanata, étudiante en première année de master, dans un parcours intitulé «Monnaie, banque, finance» à l'Université Paris XIII, a étudié dans un autre pays, l'Angleterre, avant d'arriver en France. En comparaison, un tiers des étudiants maliens de sexe masculin de notre échantillon ont effectué leurs études supérieures dans au moins deux pays, généralement l'Algérie, le Maroc, le Sénégal et la France. L'aspect rectiligne des trajectoires géographiques des étudiantes maliennes au Maroc et en France apparaît comme la conséquence d'un canevas institutionnel de mobilité prédéfini dans le cadre duquel les choix de formation sont souvent élaborés à l'avance.

Les voies de la mobilité des Maliennes sont encadrées d'un côté par les organismes finançant leurs bourses d'études, et de l'autre par leurs parents. Les conditions d'accès à la mobilité ne suffisent pas pour expliquer l'absence de trajectoires scolaires plurinationales que nous observons dans le tableau n° 2 ci-après.

Tableau 2 : Des trajectoires de mobilité géographique circonscrites dans un seul pays¹⁶

ENQUÊTÉES	BACCALAURÉAT	LICENCE 1	LICENCE 2	LICENCE 3	MASTER 1	MASTER 2	INGÉNIEUR	DOCTORAT	INTERPRÉTATION DES CODES COULEURS
Kadia	Vert	Bleu	Bleu	Bleu	Bleu	Bleu			Vert : Études au Mali
Fatou	Vert	Bleu	Bleu	Bleu	Bleu	Bleu			
Fatimata	Vert	Bleu	Bleu	Bleu	Bleu	Bleu			
Sanata	Vert	Vert	Bleu	Bleu	Bleu	Bleu			
Mila	Vert	Bleu	Bleu	Bleu	Bleu	Bleu			
Aïssa	Vert	Bleu	Bleu	Bleu	Bleu	Bleu			
Mariétou	Vert	Bleu	Bleu	Bleu	Bleu	Bleu	Bleu		
Djeneb	Vert	Bleu	Bleu	Bleu	Bleu	Bleu			Bleu : Études au Maroc ou en France
Batou	Vert	Bleu	Bleu	Bleu	Bleu	Bleu			
Anata	Vert	Bleu	Bleu	Bleu	Bleu	Bleu			
Rika	Vert	Bleu	Bleu	Bleu	Bleu	Bleu			
Sali	Vert	Bleu	Bleu	Bleu	Bleu	Bleu			
Agna	Vert	Bleu	Bleu	Bleu	Bleu	Bleu			
Halli	Vert	Bleu	Bleu	Bleu	Bleu	Bleu			
Adja	Vert	Bleu	Bleu	Bleu	Vert	Bleu			
Raki	Vert	Bleu	Bleu	Bleu	Bleu	Bleu			
Falata	Vert	Bleu	Bleu	Bleu	Bleu	Bleu			
Modja	Vert	Bleu	Bleu	Bleu	Bleu	Bleu			
Assa	Vert	Bleu	Bleu	Bleu	Bleu	Bleu			
Zalia	Vert	Bleu	Bleu	Bleu	Bleu	Bleu			
Talya	Vert	Vert	Bleu	Bleu	Bleu	Bleu	Bleu		

¹⁶ Représentation schématique des parcours de mobilité géographique des vingt et une étudiantes maliennes de notre enquête.

La relative fixité géographique des parcours des étudiantes maliennes peut s'expliquer, au moins partiellement, par des normes sociales qui pèsent d'un poids plus important en fonction du genre. Plus souvent et plus tôt que leurs compatriotes masculins, les étudiantes subissent les impératifs sociaux liés à leur condition féminine au Mali. Le mariage apparaît comme l'une des principales contraintes sociales pour les étudiantes maliennes en fin de formation. Plusieurs témoignages, dont celui de Fatou, cadre dans le domaine de la gestion d'entreprise à Paris, illustrent en effet la manifestation de cette pression sociale dans le quotidien des jeunes femmes maliennes étudiant à l'étranger :

« Lorsque j'ai dit à mes parents que j'avais rencontré quelqu'un et qu'on avait l'intention de se marier, j'étais en master 1. Je n'avais que vingt-deux ans, mais cela faisait déjà deux ans que ma mère et d'autres femmes me demandaient sans cesse si je n'avais toujours pas rencontré quelqu'un. Mon copain terminait son doctorat. Ils ont été très enchantés par la nouvelle, d'autant plus que mon futur mari était aussi malien, et de surcroît du même groupe ethnique que moi. [...] »¹⁷ (Fatou, vingt-huit ans, Paris). Comme le témoignage de Fatou, les récits d'autres étudiantes ou diplômées maliennes témoignent de la pression qu'elles subissent de la part de leurs familles qui les incitent à se marier ou à rentrer au Mali afin de créer les conditions de réalisation du mariage, socle de réussite sociale autant, voire davantage, que l'insertion professionnelle (MARCoux, 1997). Cela illustre le poids des représentations sociales en termes de rôles sociaux des sexes sur les parcours professionnels différenciés des hommes et des femmes. Alors que les hommes doivent se consacrer à leur carrière afin de subvenir aux besoins de leurs futures familles, les femmes ont davantage, et plus précocement, l'injonction de fonder une famille (RIANO, 2011).

Si leurs trajectoires d'études à l'étranger se déroulent généralement dans un seul pays étranger, les parcours scolaires des étudiantes maliennes au Maroc et en France se caractérisent également par un fort pourcentage de réussite scolaire à laquelle concourent le soutien familial et la stabilité d'une mobilité plus encadrée.

DES TRAJECTOIRES SCOLAIRES SE DÉROULANT DANS DES CANAUX DE MOBILITÉ STABLES ET PROPICES À LA RÉUSSITE

Les étudiantes maliennes à l'étranger empruntent deux principales voies de mobilité encadrées, en ce sens que les conditions de cette mobilité sont définies au départ, et que la marge d'incertitude, notamment en ce qui concerne les conditions matérielles de séjour à l'étranger, est réduite. La moitié d'entre elles sont bénéficiaires d'une bourse d'études accordée sur la base du mérite scolaire ; les autres sont soutenues financièrement par leurs familles tout au long de leurs études supérieures au Maroc ou en France. Sur les vingt et une étudiantes et diplômées de notre étude,

¹⁷ Entretien réalisé à Paris le 10 janvier 2013.

dix sont boursières¹⁸, dont trois en France et sept au Maroc. Parmi les sept boursières du Maroc, deux ont bénéficié d'un financement dit « hors quota ». C'est-à-dire qu'elles perçoivent uniquement une allocation mensuelle de l'agence marocaine de coopération internationale, l'AMCI, alors que les autres boursiers de la coopération reçoivent une bourse du gouvernement malien que complète l'allocation de l'organisme marocain de coopération¹⁹. Les trois boursières en France ont, elles, bénéficié d'un financement étatique dans le cadre du programme « 300 jeunes cadres pour le Mali »²⁰, lancé en 2000. Si elles n'ont pas obtenu une bourse nationale accordée sur la base de résultats scolaires, les onze autres étudiantes doivent néanmoins répondre à des critères pédagogiques plus ou moins rigides afin d'accéder à la mobilité internationale (SPIRE, 2009). Dans ce cadre, la qualité du dossier est appréciée en prenant en considération notamment les résultats scolaires et le contenu du projet d'études et du projet professionnel.

Les exigences pédagogiques de la sélection des étudiants « mobiles », combinées avec une arrivée précoce dans les systèmes d'enseignement supérieur étrangers où elles sont généralement inscrites dès les premiers cycles de formation supérieure, participent au succès des étudiantes maliennes dans leurs cursus de formation. Même lorsqu'elles rencontrent de légères contraintes – matérielles (difficultés à trouver un logement ou retard dans le versement des bourses d'études) –, elles les surmontent à l'aide des ressources de mobilité dont elles sont munies. Leur capital social de départ est au fondement desdites ressources. Le récit des premiers mois d'Agna, boursière à Mohammedia, illustre l'apport d'un fort capital scolaire – ici, ses connaissances acquises au lycée –, face aux difficultés qu'entraîne l'arrivée tardive dans un système scolaire différent : « *En première année, nous étions toutes arrivées en retard à Mohammedia (au Maroc). On était en retard de près d'un mois, et il a fallu rattraper les cours le plus rapidement possible. Finalement, je m'en suis bien sortie. Ensuite, j'ai même eu une impression de facilité de la licence jusqu'au master que j'ai obtenu avec une bonne moyenne.* » (Agna, vingt-quatre ans, Mohammedia)

L'analyse des trajectoires scolaires de l'ensemble des étudiantes de notre échantillon fait ressortir des parcours d'études linéaires, réussis, avec un nombre limité de réorientations et pas le moindre redoublement.

¹⁸ Dans le cadre de programmes bilatéraux de coopération, les meilleurs bacheliers maliens bénéficient chaque année d'une bourse d'études pour différents pays, dont la France, le Maroc, l'Algérie, et plus récemment la Chine.

¹⁹ L'AMCI est un organisme créé par l'État marocain en 1986 pour déployer sa politique d'influence à l'international. Cf. TOURÉ, 2014.

²⁰ Programme de bourses de mérite destiné à former les meilleurs bacheliers maliens en France.

Tableau 3 : Trajectoires scolaires des Maliennes en France et au Maroc²¹

ENQUÊTÉES	BACCALAURÉAT	LICENCE 1	LICENCE 2	LICENCE 3	MASTER 1	MASTER 2	INGÉNIEUR	DOCTORAT	INTERPRÉTATION DES CODES COULEURS
Kadia	Vert	Noir	Vert	Vert	Vert	Vert	Vert		Vert : Année d'études validée
Fatou	Vert	Vert	Vert	Vert	Vert	Vert	Vert		
Fatimata	Vert	Vert	Vert	Vert	Vert	Vert	Vert		Vert
Sanata	Vert	Noir	Vert	Vert	Vert	Vert	Vert		
Mila	Vert	Vert	Vert	Vert	Vert	Vert	Vert		
Aïssa	Vert	Noir	Vert	Vert	Vert	Vert	Vert		
Mariétou	Vert	Vert	Vert	Vert	Vert	Vert	Vert		Noir : Réorientation scolaire
Djeneb	Vert	Vert	Vert	Vert	Vert	Vert	Vert		
Batou	Vert	Vert	Vert	Vert	Vert	Vert	Vert		Noir
Anata	Vert	Vert	Vert	Vert	Vert	Vert	Vert		
Rika	Vert	Vert	Vert	Vert	Vert	Vert	Vert		Noir
Sali	Vert	Vert	Vert	Vert	Vert	Vert	Vert		
Agna	Vert	Vert	Vert	Vert	Vert	Vert	Vert		Gris : Études en cours
Halli	Vert	Vert	Vert	Vert	Vert	Vert	Vert		
Adja	Vert	Vert	Vert	Vert	Vert	Vert	Vert		Gris
Raki	Vert	Noir	Vert	Vert	Vert	Vert	Vert		
Falata	Vert	Vert	Vert	Vert	Vert	Vert	Vert		Gris
Modja	Vert	Vert	Vert	Vert	Vert	Vert	Vert		
Assa	Vert	Vert	Vert	Vert	Vert	Vert	Vert		Gris
Zalia	Vert	Vert	Vert	Vert	Vert	Vert	Vert		
Talya	Vert	Vert	Vert	Vert	Vert	Vert	Vert		Gris

²¹ Représentation schématique des trajectoires scolaires des étudiantes. Source : TOURÉ, 2017.

Ces trajectoires de réussite scolaire s'expliquent, au moins en partie, par les conditions matérielles d'études des Maliennes au Maroc et en France. Héritières des capitaux économique et scolaire de leurs parents, elles bénéficient d'une orientation scolaire adéquate et d'un soutien financier souvent indispensable à la conduite des études.

CONCLUSION

La dimension sociale, c'est-à-dire la problématique de l'origine sociale des étudiants, est fondamentale pour la compréhension des mobilités étudiantes internationales. Elle requiert la prise en compte des dynamiques sociales dans les contextes nationaux des pays de départ. Cette observation s'est avérée singulièrement pertinente pour l'étude de la mobilité des étudiantes maliennes au Maroc et en France. Les Maliennes sont minoritaires dans la mobilité pour études comme elles le sont dans les migrations internationales où leur rôle est de plus en plus important, et au sein de l'école où les taux de scolarisation font encore apparaître de fortes inégalités de sexe, en particulier dans les cycles d'enseignement secondaire et supérieur.

Nous avons montré que les étudiantes maliennes à l'étranger sont issues en majorité des catégories sociales les plus aisées et les mieux dotées en termes de capitaux culturel et économique. La mobilité des étudiantes maliennes se déroule dans des cadres où la part de risque d'échec scolaire est amoindrie, soit grâce aux programmes de coopération internationale soit avec le soutien matériel de leurs familles. Ces conditions de mobilité participent à la construction de parcours géographiques circonscrits dans des schémas binaires allant d'un pays de départ vers un pays d'arrivée. *In fine*, elles rendent possibles des trajectoires scolaires linéaires et réussies, qui confirment l'intérêt d'une analyse par groupes sociaux depuis leur pays d'origine.

REMERCIEMENTS

Je remercie les protagonistes de cette recherche : toutes ces étudiantes et diplômées qui ont accepté d'être interviewées et de raconter en détail les différentes étapes de leurs trajectoires scolaires et de mobilité à partir du Mali.

Je voudrais exprimer ma profonde gratitude à l'endroit d'Yvonne Riaño pour sa relecture attentive, ses conseils scientifiques avisés et (surtout) sa grande patience. Merci également à Étienne Gérard, mon directeur de thèse, et à l'évaluateur anonyme de cet article pour leurs observations très pertinentes qui ont contribué au résultat final.

Les données de cette contribution ont été récoltées à l'occasion de terrains de recherche financés par le Social Science Research Council (SSRC), à travers la bourse du «Dissertation Proposal Development Fellowship» dont j'ai bénéficié en 2012. Que le SSRC soit remercié pour cet important soutien.

BIBLIOGRAPHIE

- BARTHÉLÉMY Pascale, 2010: *Africaines et diplômées à l'époque coloniale (1918-1957)*, Rennes: Presses universitaires de Rennes, 344 p.
- BATTAGLIOLA Françoise, 2001: «Les modes sexués d'entrée dans la vie adulte», in BLÖSS Thierry (dir.), *La dialectique des rapports hommes-femmes*, vol. 2, Paris: Presses universitaires de France, 177-195.
- BOTTE Roger, 2011: «Les réseaux transsahariens de la traite de l'or et des esclaves au haut Moyen Âge: VIII^e-XI^e siècle», *L'Année du Maghreb*, 7, 27-59.
- BOUCHE Denise, 1966: «Les écoles françaises au Soudan à l'époque de la conquête. 1884-1900», *Cahiers d'études africaines*, 6, cahier 22, 228-267.
- BOURDIEU Pierre, 1979: «Les trois états du capital culturel», *Actes de la recherche en sciences sociales*, 30(1), 3-6.
- BOURDIEU Pierre, 1980: «Le capital social», *Actes de la recherche en sciences sociales*, 31(1), 2-3.
- DAKO-GYEKE Mavis, 2016: «Exploring the migration intentions of Ghanaian youth: A qualitative study», *Journal of International Migration and Integration*, 17(3), 723-744.
- DE SARDAN Jean-Pierre Olivier, 1984: *Les sociétés songhay-zarma (Niger-Mali): chefs, guerriers, esclaves, paysans*, Paris: Karthala, 312 p.
- FERRIÉ Jean-Noël, MOURJI Fouzi, RADI Saadia, ALIOUA Mehdi, 2016: *Les migrants subsahariens au Maroc: Enjeux d'une migration de résidence*, Rabat: Fondation Konrad Adenauer – Bureau du Maroc.
- GARY-TOUNKARA Daouda, 2009: «La dispersion des Soudanais/Maliens à la fin de l'ère coloniale», *Hommes & Migrations*, 1279, 12-23.
- GÉRARD Étienne, 1999: «Être instruit, en tout cas. Représentations du fait scolaire en milieu urbain (Burkina Faso)», in *Autrepart*, 101-114.
- GÉRARD Étienne (dir.), 2008: *Mobilités étudiantes Sud-Nord: Trajectoires scolaires de marocains en France et insertion professionnelle au Maroc*, Paris: Publisud, 379 p.
- GUBERT Flore, 2008: «(In)Cohérence des politiques migratoires et de codéveloppement françaises», *Politique africaine*, 1, 42-55.
- JÉZÉQUEL Jean-Hervé, 2003: «Les "enfants du hasard"? Les voies d'accès à l'école à l'époque coloniale: le cas des diplômés de l'École normale William-Ponty», *Cahiers de la recherche sur l'éducation et les savoirs*, 2, 173-199.
- JÉZÉQUEL Jean-Hervé, 2005: «Les enseignants comme élite politique en AOF (1930-1945)», *Cahiers d'études africaines*, 2, 519-544.
- KOFMAN Eleonore, 1999: «Female "birds of passage" a decade later: Gender and immigration in the European Union», *International migration review*, 269-299.
- KRITZ Mary M., 2015: «International student mobility and tertiary education capacity in Africa», *International Migration*, 53(1), 29-49.
- MARCOUX Richard, 1997: «Nuptialité et maintien de la polygamie en milieu urbain au Mali», *Cahiers québécois de démographie*, 26(2), 191-214.
- QUIMINAL Catherine, 2000: «Construction des identités en situation migratoire: territoire des hommes, territoire des femmes», *Autrepart*, 14, 107-120.
- QUIMINAL Catherine, TIMERA Mahamet, 2002: «1974-2002, les mutations de l'immigration ouest-africaine», *Hommes et migrations*, 19-32.

- RIAÑO Yvonne, 2011 : «Drawing new boundaries of participation: experiences and strategies of economic citizenship among skilled migrant women in Switzerland», *Environment and Planning A*, 43(7), 1530-1546.
- RIAÑO Yvonne, PIGUET Etienne, 2016 : «International Student Migration», in WARF Barney (ed.), *Oxford Bibliographies in Geography*, New York : Oxford University Press, 1-24.
- SPIRE Alexis, 2009 : «Contrôler et choisir. La sélection des étudiants candidats à l'émigration vers la France», in MAZZELLA Sylvie (dir.), *La Mondialisation étudiante. Le Maghreb entre Nord et Sud*, Paris : IRMC/Karthala, 79-95.
- TOURÉ Niandou, 2017 : *Mobilité internationale pour études et mobilité sociale : trajectoires scolaires et socioprofessionnelles des étudiants maliens en France et au Maroc*, thèse de doctorat en sociologie, Paris : Université Paris Descartes (Paris V), 662 p.
- TOURÉ Niandou, 2014 : «Les Étudiants maliens dans l'enseignement supérieur privé au Maroc», in *Hommes & Migrations*, 1307 (3), 29-36.
- UNITED NATIONS, DEPARTMENT OF ECONOMIC AND SOCIAL AFFAIRS, POPULATION DIVISION, 2016 : *International Migration Report 2015 : Highlights* (ST/ESA/SER.A/375).
- VUARIN Robert, 1994 : «L'argent et l'entregent», in *Cahier des sciences humaines*, 30(12-), 255-271.

GENDER AND INTERNATIONAL STUDENT MOBILITY
SOCIAL BACKGROUND AND EDUCATIONAL TRAJECTORIES OF MALIAN FEMALE STUDENTS IN FRANCE AND MOROCCO

Malian female students in French and Moroccan higher educational institutions distinguish themselves from their male counterparts by virtue of their higher social backgrounds. Based on semi-structured interviews conducted between 2012 and 2014 in Morocco, France and Mali, this study shows that their geographical mobility is generally limited to one single country of study. Furthermore, their parents' role, themselves characterized by a strong scholarly and economic background, is a determining factor in the internationalization strategies linked to the academic trajectories of their daughters.

Keywords: *International mobility of students, higher Education, gender and international migrations, social inequalities, Mali.*

GENDER UND INTERNATIONALE MOBILITÄT
DER STUDIERENDEN
SOZIALER HINTERGRUND UND BILDUNGSVERLÄUFE VON MALISCHEN STUDENTINNEN IN FRANKREICH UND MAROKKO

Malische Studentinnen in der Hochschulbildung in Frankreich und Marokko unterscheiden sich von ihren männlichen Landsleuten durch ihre höhere soziale Herkunft. Die Analyse der in Marokko, Frankreich und Mali zwischen 2012 und 2014 durchgeführten semi-strukturierten Interviews zeigt, dass sich die geografische Mobilität der Studentinnen im Allgemeinen auf ein einziges Land, jenes in dem sie studieren, beschränkt. Zudem ist die Rolle der mit schulischem und ökonomischem Kapital ausgestatteten Eltern ein entscheidender Faktor der Strategien zur Internationalisierung der Bildungsverläufe ihrer Töchter.

Stichwörter: *internationale Mobilität von Studierenden, Hochschulbildung, Gender und internationale Migrationen, soziale Ungleichheiten, Mali.*